



MAPA - F.C.S. – 26PA0001

**MARCHE DE SERVICE DE MAINTENANCE ET
D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE
VENTILATION ET CLIMATISATION DU
CENTRE DE BASSE-TERRE**

Cahier des Charges Administratives Particulières - CCP

**Caisse d'Allocations Familiales de
la Guadeloupe et de Saint-Martin**

Parc d'Activités La Providence
ZAC de Dothémare
97139 Les ABYMES

MARCHÉ PUBLIC
Fourniture et Services

Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Service de maintenance des systèmes de climatisation au centre de BASSE-TERRE

Article 2 – Décomposition du marché

2-1 -Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'acheteur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés du fait de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

2-2-Forme du contrat

Procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 03/12/18 portant partie réglementaire du code de la commande publique (sous réserve des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale).

2-3-Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R. 2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

2-4-Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2-5-Obligation de discrétion

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable exprès de l'organisme.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

L'organisme s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'elle recevrait de celui-ci.

2-6-RGPD

Le titulaire devra également respecter les dispositions du règlement européen, le Règlement Général sur la Protection des Données.

2-7-Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève de salariés, l'entreprise titulaire du marché sera tenu d'effectuer intégralement les prestations du marché, dès le deuxième jour suivant la date de l'arrêt de travail.

L'article 45 du Cahier des Clauses Administrative Générales, fournitures courantes et services « exécution aux frais et risques du titulaire » pourra être appliqué 48 heures après l'envoi d'une lettre recommandée de mise en demeure d'intervenir et communication par fax du contenu de la lettre recommandée au titulaire qui n'aurait pas été suivie d'effet.

2-8-Continuité de service

Le titulaire s'engage à assurer régulièrement la continuité du service.

En cas de défaillance du titulaire, l'organisme peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations qui par leur nature ne peuvent souffrir aucun retard, jusqu'à rétablissement du service. Il informe immédiatement le titulaire de cette exécution par tiers, par courriel.

L'exécution du service par un tiers peut être simple ou aux frais et risques du titulaire, au choix de l'organisme.

Dans ce dernier cas, les excédents de dépense, par rapport aux prix du marché sont à la charge du titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou sur ses sûretés.

Par dérogation avec l'article 41.1.k du CCAG FCS, la résiliation peut être prononcée par l'organisme après cinq jours ouvrés d'interruption du service, imputable au titulaire, sans mise en demeure préalable.

Article 3 – Pièces constitutives et obligations

3-1- Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAGS FCS, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des Clauses Particulières
- Le règlement de la consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics fourniture et services (approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021) ;
- L'offre du titulaire

3-2- Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

3-3- Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Article 4 – Durée, pénalités

4-1-Durée du marché/ Délai d'exécution

Le marché est conclu pour une durée qui commence à compter de la notification. La durée est fixée dans l'acte d'engagement du candidat mais ne pourra excéder 2 mois.

4-2-Pénalités

A - Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution et/ou de remise est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{75}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = Valeur de la commande ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

En cas de retard dans l'exécution de la prestation, en cas d'inexécution de cette dernière, ou en cas de prestations inférieures à la qualité exigée et après 2 relances écrites par la CAF Guadeloupe, il pourra être pourvu par la CAF Guadeloupe à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.

B - Autres pénalités spécifiques

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans les documents contractuels peut donner lieu à l'application d'une pénalité de **50€ HT par manquement**.

C - Pénalité pour travail dissimulé

Après mise en demeure préalable, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur pourra appliquer une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché ou résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 5 – Conditions Financières

5-1-Contenu des prix

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix global et forfaitaire inclut toutes les taxes qui s'appliquent (type éco participation/éco taxe).

Le prix global et forfaitaire comprend l'achat, la livraison, l'installation, le montage, le réglage et toutes sujétions liées aux prestations telles que décrites dans à l'article 6 du présent CCP et notamment, sans que cette liste soit limitative, les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le prix comprend aussi les conseils en aménagement.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

5-2- Modalités de variation des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédant la date limite de l'offre. Ce mois est appelé mois zéro.

Sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, le prix des prestations prévues au marché est révisable chaque année, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_o \times (0,15 + 0,70(S/S_o) + 0,15(U/U_o))$$

P= Prix actualisé Po = Prix initial

S = ICHTrev-TS est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé dans l'Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) publié par le Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (BOCCRF) ou toute autre revue de référence- Base 100 en décembre 2008. INSEE : Identifiant 001565183].

So = même indice publié au mois de précédent le dépôt des offres

U= FSD est l'indice des produits et services divers publié par le Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (BOCCRF) ou toute autre revue de référence. L'indice pris en compte sera le dernier indice définitif publié.

INSEE : Identifiant 001711011

L'indice pris en compte sera le dernier indice définitif publié.

Uo = même indice publié au mois de janvier de l'année N-1

Les coefficients de révision seront arrondis au centième immédiatement supérieur ou inférieur selon l'usage.

Aucune révision de prix ne pourra s'appliquer avant une demande expresse et l'application d'un préavis d'un mois minimum. La révision ainsi définie ne sera pas provisoire ni rétroactive.

En tout état de cause, l'augmentation ne pourra être supérieure à 3% l'an.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1- Etablissement des factures

La facturation s'effectuera **après service rendu**, après les opérations de vérification et sur présentation par le titulaire des factures conformes correspondantes.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront envoyées via chorus pro :

Identifiant : 31456082200194

Structure : Caisse d'allocations familiales de la Guadeloupe

Les prestations complémentaires éventuellement introduites par voie de devis sont facturées à part et après leurs réalisations.

5-3-3- Délais global de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours. Celui-ci court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date (article 2 I.1° et 2. I.2° du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Ce délai peut être suspendu par l'envoi d'un courriel indiquant les raisons – imputables au Titulaire – qui s'opposent au règlement. Ce règlement restera suspendu tant que la totalité des justifications demandées ne sera pas parvenue à la CAF Guadeloupe.

Le(s) paiement(s) s'effectue(nt) dans le respect des règles comptables applicables aux organismes de sécurité sociale.

5-3-4- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

5-3-5- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement et à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Nature des prestations

Elle inclut la maintenance préventive et corrective (déplacement, main d'œuvre, diagnostic et éventuellement la réparation si elle ne nécessite pas de fournitures autres que consommables et petits matériels).

Le prestataire réalisera une maintenance sur la base des prestations définies par les textes de lois, les préconisations constructeurs et la description technique, afin de respecter les normes en vigueur.

Dans le cas où des travaux seraient confiés à une autre entreprise que le titulaire, une visite contradictoire d'état des lieux sera alors faite avant et après les travaux ; ces visites contradictoires sont comprises dans la partie forfaitaire du marché.

6-2-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être réalisées au lieu concerné par le marché, c'est-à-dire au centre CAF de Basse-Terre, Rue Ali TUR, 97100 BASSE-TERRE.

6-3-Périodicité des visites de maintenance préventive.

Les visites de maintenance préventives sont effectuées par le titulaire comme indiqué dans l'acte d'engagement du candidat.

A cet effet, le titulaire se rapproche de la Caf de la Guadeloupe afin de convenir de la date exacte d'intervention.

En tout état de cause les interventions de maintenance préventive se déroulent dans les plages horaires d'ouverture de la Caf de la Guadeloupe.

6-4-Prestations de maintenance corrective.

1 : Nature et étendue des opérations de maintenance corrective.

Les opérations de maintenance corrective consistent dans l'ensemble des interventions que le titulaire effectue à la demande de la Caf de la Guadeloupe après la défaillance ou la dégradation de climatiseurs afin de leur permettre d'accomplir, au moins provisoirement leur fonction initiale.

Dans le cadre des opérations de maintenance corrective, le titulaire doit exécuter les prestations suivantes :

- Intervention sur site après appel de la Caf de la Guadeloupe dans les délais proposés par le titulaire dans l'annexe son acte d'engagement
- Le titulaire localise la panne et formule son diagnostic.
- Le cas échéant, le titulaire opère une maintenance palliative.

On entend par maintenance palliative l'ensemble des mesures correctives destinées à permettre au système d'accomplir provisoirement tout ou partie de sa fonction.

A cette fin, le titulaire prend toute mesure provisoire propre à assurer une remise en marche de l'équipement.

- Le titulaire formule son devis et le remet à la Caf de la Guadeloupe.
- Le titulaire opère une maintenance curative :

On entend par maintenance curative toutes les activités de maintenance correctives ayant pour objet de rétablir l'équipement dans son état de fonctionnement normal propre à garantir le confort d'utilisation et la sécurité des usagers.

A cette fin, sur la base du devis remis à la Caf de la Guadeloupe et accepté par lui, le titulaire procède au remplacement de toutes les pièces défectueuses.

- Le titulaire opère la remise en état sur la base du bon de commande qui lui a été communiqué à la suite de son devis
- Le titulaire s'assure du bon fonctionnement de l'appareil.

6-5-Demandes d'intervention du titulaire en cas de panne.

Lors de la survenance d'une panne d'origine accidentelle ou volontaire, le représentant de la Caf de la Guadeloupe prend contact avec le titulaire.

La Caf de la Guadeloupe avise le titulaire par tout moyen (téléphone, fax, mail...) de la survenance de la panne.

Cette demande réalisée par la Caf de la Guadeloupe a valeur de bon de commande de la prestation de maintenance corrective.

A réception de la demande, le titulaire intervient dans les délais qu'il a lui - même fixés dans son acte d'engagement.

En tout état de cause l'intervention doit intervenir dans un délai de 48 heures au plus (jours ouvrés).

6-6-Formulation du diagnostic et remise du devis.

Après identification de la panne, le titulaire remet un devis en 2 exemplaires à la Caf de la Guadeloupe indiquant :

- La ou les pièces à changer
- Le temps à passer
- Le montant HT de la prestation

La signature de l'exemplaire du titulaire par la Caf de la Guadeloupe a valeur de bon de commande et le titulaire peut réaliser la prestation.

6-7-Indisponibilité des équipements.

Un équipement est déclaré indisponible, lorsque sans faute de la Caf de la Guadeloupe ou sans acte de malveillance sur le matériel et en dehors des travaux de maintenance préventive, son usage est rendu impossible par le fonctionnement défectueux d'un organe ou d'un dispositif qui y est inclus.

Le titulaire du présent marché s'engage sur une durée d'indisponibilité du matériel qui n'excède pas 136,5 heures par an et par élément d'équipement

A cette fin, lors de l'intervention de diagnostic, si la réparation définitive n'est pas immédiatement réalisable, le titulaire prend toutes mesures palliatives propres à assurer un fonctionnement provisoire de l'appareil dans les conditions de sécurité exigées par la réglementation.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à une remise en ordre de marche dans les délais qu'il indique lui - même dans l'acte d'engagement.

6-8-Gamme de maintenance

Le titulaire doit à minima effectuer les prestations suivantes :

- ✓ Nettoyage des filtres, échangeurs et ventilateurs
- ✓ Contrôle des pressions du fluide frigorigène
- ✓ Contrôle de l'étanchéité du circuit (obligatoire si > 2 kg)
- ✓ Contrôle des condensats
- ✓ Vérification des performances énergétiques
- ✓ Mesures de température / pression

Un rapport annuel sera transmis qui détaillera les pannes, les relevés techniques effectués, les contrôles d'étanchéités, les pièces qui ont été changées, ainsi les améliorations à prévoir.

6-9-Garantie des pièces.

Les pièces remplacées au titre du forfait ou hors forfait bénéficient d'une garantie constructrice au minimum de 12 mois.

Par ailleurs, l'application de cette garantie constructrice ne fait pas obstacle à l'application de la garantie des vices cachés telle qu'elle résulte de l'article 1641 du code civil.

6-10- Déchets

Le titulaire du marché a l'obligation d'évacuer tous les matériels et produits changés, aucun stockage n'aura lieu dans les locaux. Le candidat devra se charger de recycler les déchets générés.

En outre, le candidat devra assurer la mise en décharge agréées des déchets et fournira à la CAF Guadeloupe un bordereau de suivi de ces déchets dans un délai de 4 semaines, conformément à la réglementation.

Article 7 - Garantie

Le titulaire assure la garantie des pièces de rechange qu'il fournit lors des travaux de réparation et dans les conditions stipulées à l'article 33 du CCAG/ FCS.

La durée minimale de cette garantie est fixée à un an à compter de la réception de l'intervention par l'acheteur. Pendant cette période le titulaire prendra à sa charge l'ensemble des prestations nécessaires à la résolution de tout type de dysfonctionnement et ce, autant de fois que cela s'avérerait utile. La garantie se verra prolongée d'autant que l'équipement aura été indisponible.

Cette garantie couvre également les interventions liées à une visite préventive insuffisante ou mal effectuée.

Ce article déroge à l'article 33 du CCAG de référence.

Article 8 - Vérifications

Le titulaire du marché tiendra à jour un carnet d'entretien pour l'appareil où est mentionné toutes les interventions effectuées (y compris maintenance et travaux sur bon de commande) et comprenant :

- date et heure de début et de fin d'intervention
- date et heure de la demande d'intervention (en cas de dépannage*)
- nom du technicien
- site et poste concerné
- diagnostic de la panne (en cas de dépannage*)
- nature des travaux effectués
- pièces remplacées (contrat et hors contrat si intervention suite à une commande).
- les observations jugées utiles
- Le niveau du carburant

Ce carnet est émargé par l'agent de maintenance ainsi que par le responsable désigné pour le site qui doit pouvoir y consigner ses observations éventuelles. L'acheteur aura une copie de ce document et pourra demander l'inscription systématique de certains renseignements.

Ce carnet conditionnera la certification du service fait nécessaire au règlement des prestations dans les délais prévus.

Article 9 – Résiliation

9-1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

9-2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 10 - Litiges et différends

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre
Rue Dugommier
97110 POINTE-A-PITRE
Téléphone : 0590 89 69 50
accueil.tj-pointe-a-pitre@justice.fr

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 20.1 du CCAG par l'article 4-2 du CCP
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG par l'article 2-2 du CCP
- Dérogation à l'article 33 du CCAG par l'article 7 du CCP
- Dérogation à l'article 5 du CCAG par l'article 10 du CCP